

L'année 1985 voit la conjonction de trois mouvements nominaux importants : baisse du prix du pétrole, réduction du prix des matières premières, retournement à la baisse du dollar en mars. Les effets de ces mouvements sur la croissance ne se feront cependant sentir qu'en 1986.

Les déséquilibres commerciaux entre pays développés s'accroissent : les excédents commerciaux déjà importants de la RFA et du Japon se gonflent encore ; à l'opposé, le déficit commercial des États-Unis se creuse.

Dans les pays en voie de développement et l'OPEP, la réduction des recettes suite aux baisses du prix mais aussi

des volumes de produits exportés engendre de nouvelles difficultés et conduit ces pays à poursuivre des politiques d'ajustement rigoureuses.

Cependant, grâce aux bons résultats de la plupart des pays industrialisés, la croissance des PVD reste supérieure à celle des pays de l'OCDE. La croissance se ralentit en effet aux États-Unis et reste stable aux alentours de 2 à 3 % dans la CEE.

Au total la croissance de la demande mondiale adressée à la France se tasse en 1985 (3,5 %).

---

### 1. L'économie mondiale

#### a. Les grandes tendances

L'année 1985 est marquée par un retournement dans le système des prix relatifs qui, s'il se prolonge, peut modifier profondément les relations économiques internationales. Tout d'abord, le dollar après avoir culminé à 10,11 F en Mars est redescendu à 7,70 F en Décembre (toutefois, en moyenne annuelle par rapport à 1984, il augmente légèrement : 2,8 %). Ensuite le prix des matières premières en dollars a baissé pendant la majeure partie de l'année (- 4,3 % en glissement). Enfin le prix du baril de pétrole a également diminué : sa baisse est cependant modérée en 1985 (- 5 %) et ne devient très rapide qu'au début de 1986.

L'année 1985 voit donc la conjonction de ces trois mouvements dont l'un remonte à plusieurs années (celui du prix du pétrole), le deuxième à la mi-1984 (celui du prix des matières premières<sup>1/</sup>) et le troisième commence au printemps 1985 (celui du dollar).

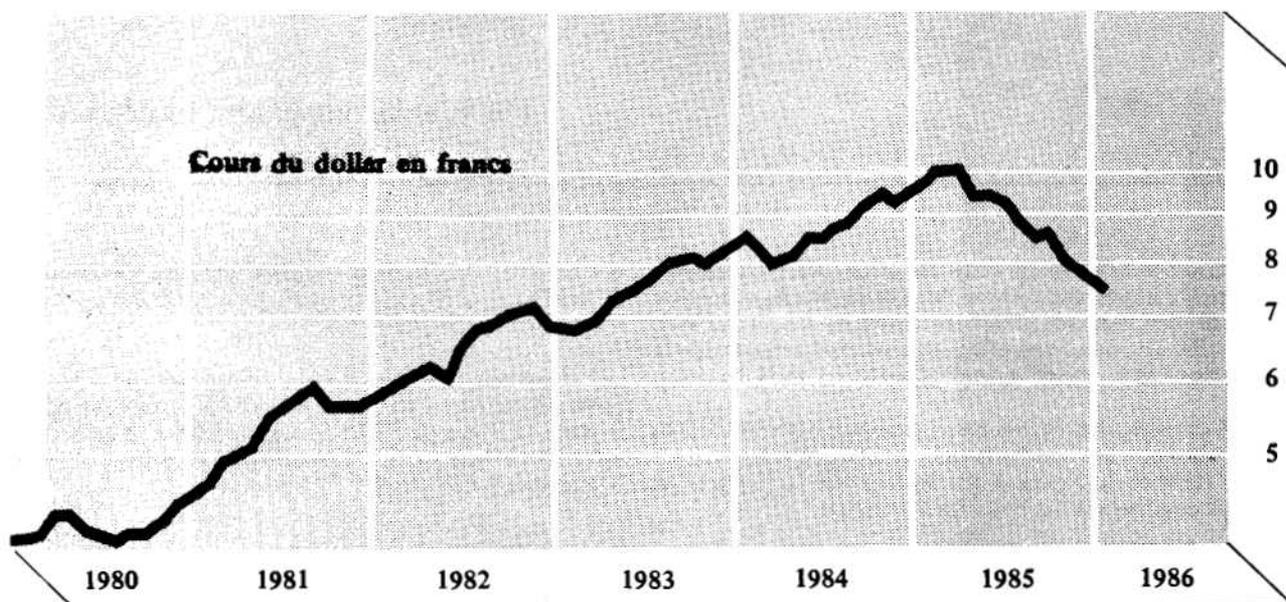
1985 semble donc l'année où s'amorce l'équivalent d'un "contre-choc pétrolier" qui ne se fera cependant sentir dans toute son ampleur qu'en 1986.

Les déséquilibres commerciaux entre les grands pays industrialisés se sont aggravés : la RFA et le Japon ont dégagé des excédents commerciaux très importants. En revanche, aux États-Unis, le double effet de la reprise et du dollar fort s'est traduit par un gonflement du déficit commercial.

La croissance ne s'est guère modifiée en Europe : elle reste aux alentours de 2 à 2,5 % l'an. Ce niveau est proche de celui observé aux États-Unis où la reprise marque des signes d'essoufflement.

---

<sup>1/</sup> Ce qui explique que la baisse du prix des matières premières en 1985 soit plus sensible en moyenne annuelle (- 10 %) qu'en glissement (- 4,3 %).



Cette croissance modérée des pays industrialisés a permis une quasi-stabilisation du chômage. A l'opposé, la modification des termes de l'échange Nord-Sud n'a pas eu d'effet récessif marqué sur les PVD en 1985.

#### *b. Les efforts de coopération*

L'année 1985 a également vu des efforts des grands pays industrialisés pour permettre une évolution plus harmonieuse de l'économie mondiale.

Deux initiatives sont particulièrement à retenir.

La première de celles-ci est la déclaration commune faite par le groupe des Cinq, c'est-à-dire les Ministres des Finances et les gouverneurs des Banques Centrales des cinq principaux pays du monde occidental (Etats-Unis, Japon, RFA, France, Royaume-Uni) le 22 septembre à New-York. Cette déclaration visait à renforcer la compatibilité des politiques économiques et des politiques de change des grands pays industrialisés. Les agents économiques en ont surtout retenu que les autorités américaines étaient prêtes à intervenir sur les marchés des changes, en concertation avec les autres Banques Centrales, pour faire baisser le cours du dollar. De fait à la fin 1985, le dollar avait reperdu les deux-cinquièmes de son appréciation effective entre son minimum du 3ème trimestre 1980 et son maximum du 1er trimestre 1985. Ces mouvements de change semblent avoir atténué les tensions protectionnistes aux Etats-Unis.

La deuxième initiative importante de 1985 est le Plan BAKER qui vise à résoudre le problème de l'endettement. Il comporte trois volets :

- les pays débiteurs adoptent des politiques d'assainissement en restaurant les mécanismes du marché ;
- le FMI et la Banque Mondiale voient leur rôle et leurs moyens accrus pour inciter les pays débiteurs à mettre en oeuvre les programmes d'ajustement structurel nécessaires ;
- les Banques Commerciales sont invitées à accroître leurs prêts nets aux pays débiteurs.

Ces deux initiatives diffèrent par leur impact immédiat : la baisse du dollar est effective tandis que le plan BAKER n'est qu'une tentative pour avancer vers un règlement du problème de la dette, cette tentative étant d'ailleurs loin de faire l'unanimité ; mais elles ont en commun de montrer que les grands pays occidentaux sont maintenant conscients de la nécessité d'une coopération plus active.

## 2. Les évolutions par pays

### a. Les Etats-Unis

Après sa forte croissance de 1984 (6,6 %), l'activité n'a que modérément augmenté aux **Etats-Unis** en 1985 (2,3 %). Pourtant la demande finale et notamment la consommation des ménages ont continué à progresser à un rythme soutenu (4 % en rythme annuel). Mais, d'une part, le mouvement de stockage s'est interrompu et d'autre part, les pertes de part de marché se sont aggravées avec le maximum historique atteint par le dollar en début d'année, sa décline progressive à partir du deuxième trimestre n'ayant pas encore eu d'effet sur les volumes échangés.

Bien que l'activité dans les services ait continué de croître à un rythme soutenu, l'augmentation de l'emploi total<sup>1/</sup> n'a guère permis de continuer à diminuer le chômage dont le taux reste proche de 7 %. La vigueur du dollar au 1er semestre qui diminuait le coût des importations et accentuait la concurrence sur le marché intérieur, et, d'autre part, la modération des revendications salariales ont permis un maintien de l'inflation aux alentours de 3,5 % sur l'année, malgré le recul du dollar au deuxième semestre (qui, il est vrai, exercera plutôt ses effets en 1986) et bien que la politique monétaire ait été assouplie (les taux d'intérêt n'ont cependant que légèrement baissé).

La politique budgétaire est, quant à elle, restée modérément expansionniste, le poids croissant du service de la dette et le ralentissement de la croissance expliquant l'aggravation du besoin de financement des administrations publiques qui, en pourcentage du PIB, est passé de 3,4 % en 1984 à 3,9 % en 1985.

Encore plus préoccupant pour l'administration américaine est le creusement rapide du déficit de la balance commerciale. Sous l'effet de la reprise et du dollar fort, les importations de marchandises ont en effet augmenté de 60 % en trois ans atteignant 25 % de la production nationale de biens tandis que les exportations stagnaient aux alentours de 15 % de celle-ci. Aussi, malgré l'évolution favorable des termes de l'échange (en moyenne annuelle), le solde commercial s'est-il fortement dégradé, entraînant avec lui le solde des transactions courantes qui est déficitaire de 128 Milliards de dollars en 1985, soit 3,3 % du PIB.

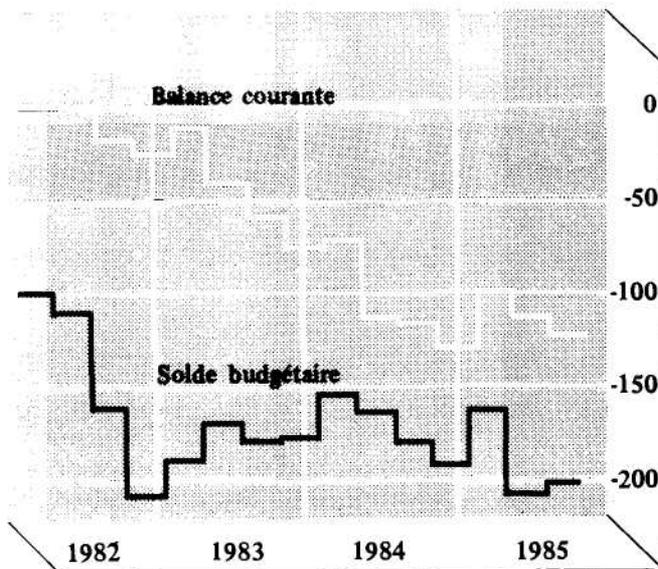
Ce déficit de la balance des paiements ainsi que celui des finances publiques fait peser une lourde hypothèque sur la poursuite de la croissance américaine.

### b. L'Europe

En **République Fédérale d'Allemagne**, la croissance s'est poursuivie en 1985 à un rythme modéré (2,2 % en moyenne annuelle) et a été relativement irrégulière : après une expansion forte au second semestre de 1984 en raison du rattrapage qui a suivi les conflits sociaux de la mi-1984, l'activité au 1er semestre de 1985 a été perturbée par les conditions météorologiques qui ont en particulier affecté le bâtiment. En outre, la consommation des ménages stagnait car les incertitudes

---

1/ Cependant, l'emploi dans le secteur manufacturier a recommencé à baisser à partir de la mi-1984.



Etats-Unis : solde budgétaire et solde des paiements courants (Rythmes annuels)

Source : B.C.D.  
Milliards de dollars courants

entourant la réglementation anti-pollution provoquaient un report des achats d'automobiles. Le secteur industriel, soutenu par la demande étrangère, a cependant connu une croissance satisfaisante (plus de 4 % en rythme annuel).

Le second semestre enregistre une reprise de toutes les composantes de la demande intérieure finale qui croît au rythme de 6 % l'an. En particulier l'investissement est bien orienté (+ 16 % dans l'industrie en 1985).

Le chômage se stabilise en dessous de 2,4 millions. Le solde commercial est excédentaire de 74 milliards de DM soit 3,8 % du PIB. Compte tenu du déficit des invisibles, l'excédent des paiements courants ne serait cependant que d'environ 40 milliards de DM. Cet excédent record est dû à la forte poussée des exportations allemandes (9,5 % en 1984 et 7 % en 1985), les importations ne croissant que d'environ 5 % par an.

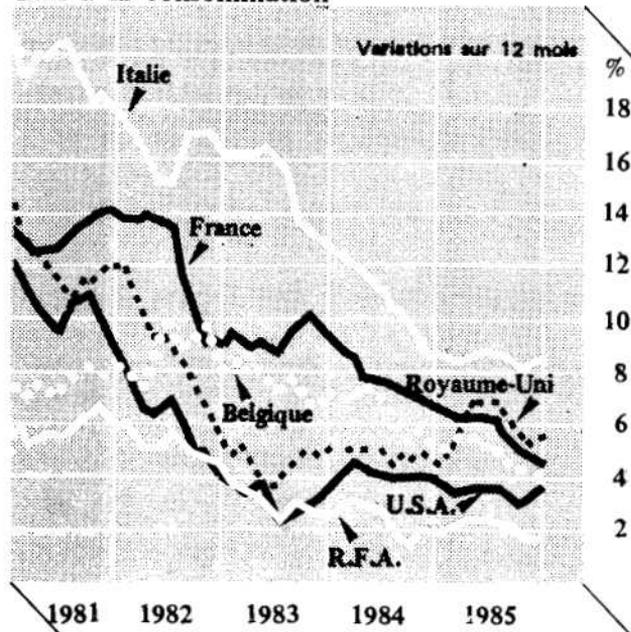
La politique économique est restée conforme à son orientation de moyen terme : maîtrise de l'inflation et réduction de la part des dépenses publiques dans le PIB. Les résultats de 1985 tendent à se conformer à ces objectifs avec une hausse des prix de 1,8 % et un déficit budgétaire avoisinant 1 % du PIB.

Au **Royaume-Uni**, l'expansion s'est poursuivie en 1985. Celle-ci a été très soutenue au premier semestre (de l'ordre de 4 % en rythme annuel), les exportations et l'investissement des entreprises étant particulièrement dynamiques ; elle n'a pas semblé affectée par la poursuite de la grève des mineurs jusqu'en mars 1985. Au deuxième semestre, la croissance s'est ralentie (2,5 % l'an) malgré la progression de la consommation des ménages.

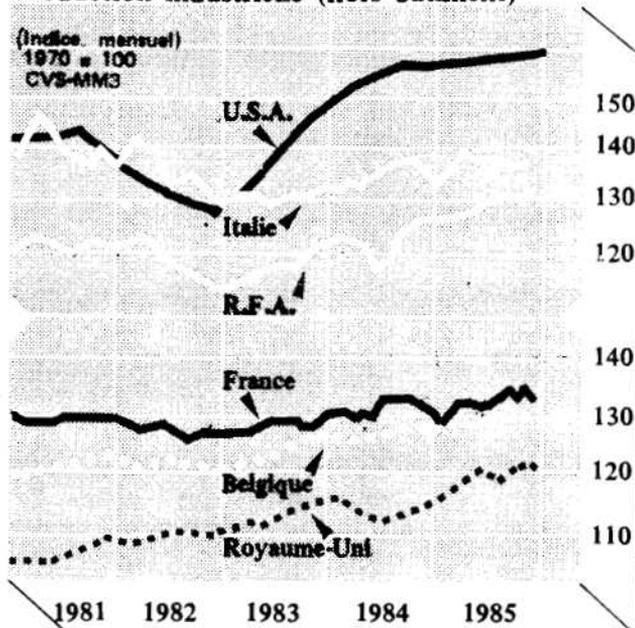
Le chômage s'est encore accru, atteignant 3,2 millions de personnes à la mi-1985. L'inflation a connu un ressaut en début d'année sous l'effet de la hausse des rémunérations et de la baisse de la livre de la fin 1984, mais aussi du vif relèvement des taux d'intérêt qui a un effet mécanique sur l'indice par le biais des "mortgage funds". Par la suite, le cours de la livre se redressant, la hausse des prix est revenue à un rythme de 5 % l'an.

En **Italie**, sous la poussée de la demande intérieure, la tendance expansive de l'économie, tout en demeurant modérée (aux alentours de 2 % l'an) s'est affermie depuis le début de l'année. Les mouvements de restructuration et de modernisation se sont poursuivis dans l'industrie, tandis que le secteur tertiaire a été créateur net d'emplois.

## Prix à la consommation



## Production industrielle (hors bâtiment)



L'inflation, mesurée par le glissement sur 12 mois de l'indice des prix à la consommation, avait fortement diminué en 1984 passant de 13 % en début d'année à moins de 9 % en fin d'année. Le premier semestre 1985 n'a pas enregistré de gain supplémentaire dans la désinflation. La hausse des prix en Italie est restée nettement supérieure à celle des autres pays industrialisés, européens notamment, ce qui a entraîné une dégradation de la compétitivité italienne et une détérioration de la balance commerciale. La lire a dû être dévaluée de 8 % par rapport aux autres monnaies du SME en juillet 1985. Cette dévaluation n'a pas été accompagnée de mesures visant à résorber les déséquilibres macroéconomiques majeurs de l'économie italienne : inflation, déficit des finances publiques (15 % du PIB), le plus élevé de tous les grands pays industrialisés. En conséquence, la hausse des prix de détail s'est accélérée fin 1985 (plus de 10 % en rythme annuel au quatrième trimestre 1985). Malgré l'allègement de la facture énergétique, la balance commerciale a continué à se détériorer.

Sur l'ensemble de l'année 1985, le déficit commercial est donc supérieur de près de 20 milliards de francs français à celui de 1984 : il atteint presque les 100 milliards. Des mesures ont été prises fin 1985 pour défendre la lire et une politique monétaire plus restrictive est envisagée.

### c. L'OPEP et les PVD

Dans les pays de l'OPEP, l'ajustement de l'activité à la baisse s'est poursuivi : ceux-ci ont réduit leurs importations d'environ 10 % en volume ; cette baisse qui est voisine de celle observée en 1984, a été plus forte dans les pays du Golfe Persique à faible densité de population (- 16 %) que dans les pays plus peuplés de l'OPEP (- 5 %). En effet, ceux-ci avaient été contraints de réaliser l'ajustement dès 1983-1984. Cette réduction des importations a évidemment pour cause la baisse des recettes pétrolières sous le double effet de la baisse des prix (- 5 % en moyenne annuelle pour le pétrole brut) et des volumes. La production de pétrole s'est en effet établie à 17,3 millions de baril/jour en 1985, en retrait de 8 % par rapport à 1984. Sur l'ensemble des années qui ont suivi le deuxième choc pétrolier de 1979-1980, la baisse est de près de 40 %. Certes la consommation mondiale de produits pétroliers a aussi diminué durant cette période du fait des économies d'énergie et du développement des autres sources, mais dans une proportion bien plus faible. Ainsi, les pays de l'OPEP qui assuraient en 1979

### Principaux indicateurs économiques pour les USA, le Japon et la CEE.

	Evolution du PIB ou du PNB en volume				Taux de chômage standardisé (en % de la population active)			
	82	83	84	85	82	83	84	85
USA .....	-2,5	3,4	6,6	2,3	9,7	9,6	7,5	7,2
Japon .....	3,3	3,4	5,8	5,0	2,4	2,7	2,7	2,5
CEE .....	0,5	1,3	2,3	2,2	8,9	9,9	10,3	10,5
<b>Total OCDE .....</b>	<b>-0,3</b>	<b>2,7</b>	<b>4,9</b>	<b>2,8</b>	<b>8,3</b>	<b>8,8</b>	<b>8,4</b>	<b>8,2</b>
	Solde des paiements courants (en milliards de dollars)				Prix à la consommation (en % de variation par rapport à l'année précédente)			
	82	83	84	85	82	83	84	85
USA .....	- 8	-41	-101	-128	5,9	3,7	3,2	3,0
Japon .....	+ 7	+21	+ 35	+ 47	2,7	1,6	2,1	2,5
CEE .....	-11	+4,5	+4,0	+ 12	9,4	7,4	6,1	5,2
<b>Total OCDE .....</b>	<b>-27</b>	<b>-23</b>	<b>- 64</b>	<b>- 72</b>	<b>7,4</b>	<b>5,4</b>	<b>5,0</b>	<b>4,8</b>

Source : OCDE

63 % de la production mondiale de pétrole brut (hors URSS), n'en représentaient plus en 1985 que 38 %, tandis que s'accroissait la part de marché des nouveaux pays producteurs, industrialisés (Royaume-Uni, Norvège) ou en voie de développement (Mexique). Pour contrecarrer cette évolution et freiner les forces centrifuges au sein de l'organisation, les pays de l'OPEP et, au premier rang d'entre eux, l'Arabie Saoudite qui a été la principale victime de cette évolution, ont décidé un changement de stratégie. Dorénavant l'OPEP ne défend plus un prix de référence du baril de pétrole brut mais ses parts de marché ; elle laissera les prix se déterminer en fonction de l'état de celui-ci. Les effets de cette décision sont extrêmement violents au début de 1986, mais évidemment nuls sur 1985, puisque cette réunion a eu lieu fin décembre.

Les autres pays en voie de développement (PVD) se sont vu également contraints de réduire leurs importations par suite de la diminution de leurs recettes d'exportations. En effet, si la production de matières premières a moins baissé que celle du pétrole brut, la diminution de leurs prix en 1985 excède largement celle du baril de pétrole : elle est en effet de 10 % en moyenne annuelle si on la mesure par l'indice des importations de l'OCDE. On reviendra sur cette chute des cours dans le chapitre sur les prix et on se contentera ici d'en examiner brièvement les conséquences sur les différents PVD.

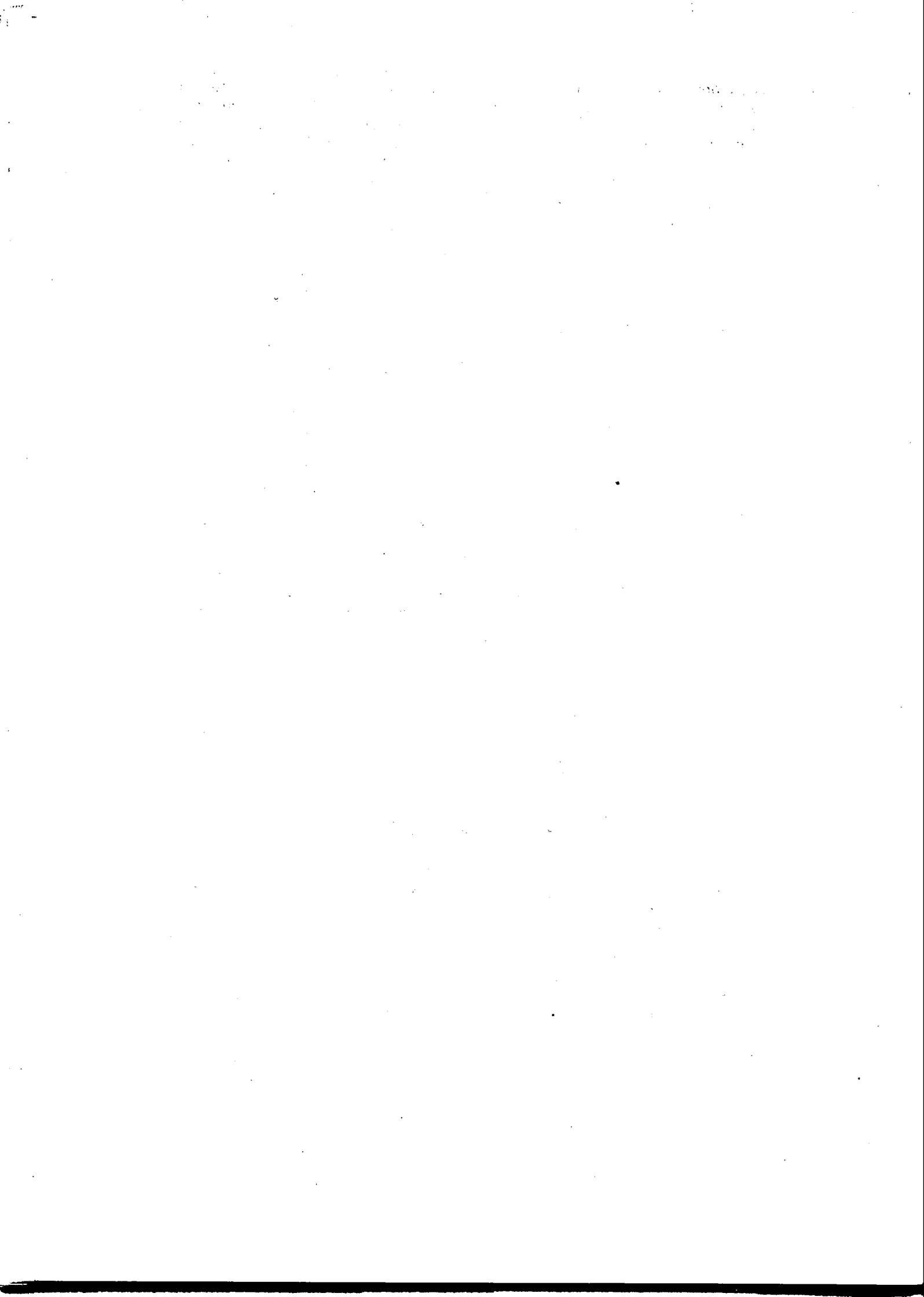
Pour les Pays en Voie de Développement essentiellement exportateurs de produits primaires, pays qui comptent pour un tiers dans le PNB total des PVD, les difficultés s'accroissent et le problème de l'endettement se repose dans toute son ampleur malgré la baisse du dollar<sup>1/</sup> et des taux d'intérêt. Parmi ces pays, se retrouvent la plupart des pays africains qui représentent un marché important pour la France.

1/ Comme la dette des PVD est davantage libellée en dollars que leurs exportations, une baisse du dollar a évidemment un effet favorable en soi, en dehors même du jeu concomitant des taux d'intérêt.

La situation des pays en voie de développement exportateurs de pétrole et non membres de l'OPEP, comme le Mexique ou l'Egypte, est sans doute encore plus difficile.

Seuls les nouveaux pays industrialisés du Sud-Est Asiatique et d'Amérique Latine (Brésil) ont maintenu une croissance satisfaisante en 1985 (4 à 5 %) malgré un ralentissement dans certains d'entre eux. Pour ces pays qui se situent en aval du processus de production par rapport aux autres PVD, la baisse des prix des produits de base et du pétrole a été loin d'être défavorable.

Dans l'ensemble des pays en voie de développement, la croissance pourrait être supérieure à 3 % en 1985 selon les dernières perspectives économiques du FMI (septembre 1985) alors qu'elle était de 4,4 % en 1984. Ce ralentissement serait inférieur à celui observé dans les pays industrialisés (2,8 % en 1985 contre 4,9 % en 1984). Ainsi, la modification des termes de l'échange "Nord-Sud" n'a pas eu en 1985 d'effet très récessif sur l'ensemble hétérogène des Pays en Voie de Développement, d'une part parce que la baisse du dollar et des taux d'intérêt est venu quelque peu atténuer les effets de la réduction des valeurs exportées, mais surtout parce que cet effet récessif ne se fera sentir qu'avec un certain délai.



## II - Les échanges extérieurs

---

Le solde global de nos échanges de marchandises est resté stable entre 1984 et 1985 (- 24 Milliards de francs), malgré l'allègement de la facture pétrolière (6 Milliards de francs sur l'année 1985, par rapport au niveau 1984), et l'amélioration de notre solde agro-alimentaire (+ 6 Milliards de francs). Ces évolutions favorables ont en effet été compensées par la dégradation de notre excédent manufacturier, provoqué par la forte augmentation de nos importations en valeur (+ 5,9 % en 1985 contre 3 % en 1984), et le ralentissement de nos exportations (+ 1,8 % en 1985 après + 7,6 % l'année précédente).

Ce mauvais résultat provient d'un décalage conjoncturel moins favorable (la demande de nos partenaires

commerciaux se ralentit alors que la demande interne reprend) et d'une dégradation de notre compétitivité depuis la mi-1983 par rapport à nos partenaires européens. Mais deux phénomènes plus contingents sont venus l'amplifier : d'une part, nos exportations de matériel aéronautique-armement ont chuté ; d'autre part, un mouvement de termaillage réel lié à des anticipations de change semble avoir eu lieu au deuxième semestre, provoquant une poussée des achats des industriels et des grossistes à l'étranger.

La balance des transactions courantes redevient équilibrée en 1985 avec un solde de près de 3 milliards de francs.

---

### 1. Les prix du commerce extérieur et la compétitivité

Marquée en profondeur par le mouvement de désinflation engagé en France et dans le Monde, la croissance des prix de nos échanges de produits manufacturés s'est fortement ralentie au cours de l'année 1985. Après la hausse de près de 10 % observée en 1984, tant à l'importation qu'à l'exportation, les prix de nos ventes à l'étranger n'ont augmenté que de 4,4 % l'an passé, et ceux de nos achats auprès des fournisseurs extérieurs de 4 % seulement.

Au niveau infra annuel pourtant, les cheminements ont été assez différents. La décélération des prix de nos importations de produits manufacturés a commencé dès le début de l'année (+ 1,3 % en glissement sur les six premiers mois) pour s'intensifier sur les deux derniers trimestres (- 0,9 % en glissement). Celle des prix à l'exportation, timide sur la première partie de l'année (+ 2,3 % en glissement) s'est accélérée en fin d'année, tout particulièrement au quatrième trimestre, où la baisse de l'indice des prix des exportations a atteint - 2 %, pendant que nos prix à l'importation ne diminuaient que de 0,6 point.

Ce rattrapage tardif n'a pas été suffisant toutefois pour compenser le retard pris pendant les six premiers mois. Sur l'année, les termes de l'échanges se sont donc appréciés, au détriment de notre compétitivité. Le suivi des indicateurs usuels de celle-ci sur les marchés intérieur et extérieur confirme du reste son effritement.

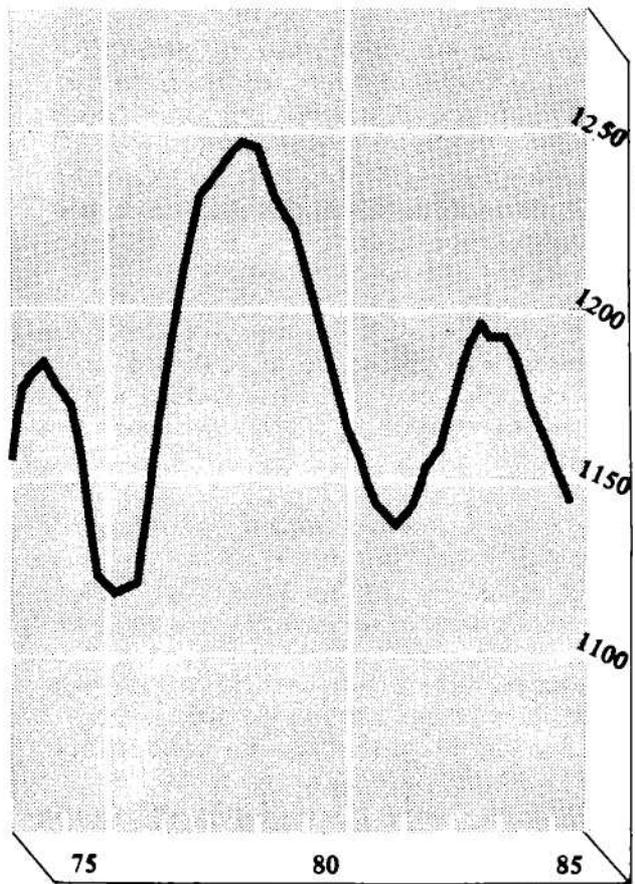
Depuis le dernier réajustement monétaire de 1983 qui avait donné une marge de manoeuvre aux exportateurs français, nos prix à l'exportation ont donc continué à croître à un rythme sensiblement supérieur à celui de nos partenaires. Vis-à-vis de l'Allemagne en particulier, et de nos partenaires européens, notre compétitivité a ainsi recommencé à se dégrader dès la mi-1983. En revanche, vis-à-vis de l'ensemble de nos concurrents, les fortes appréciations du dollar et du yen de 1983 et 1984 ont compensé en partie l'évolution trop rapide de nos prix à l'exportation permettant une légère amélioration de l'indicateur de compétitivité en 1983 et 1984. En 1985, la quasi-stabilisation du dollar en moyenne annuelle (après une appréciation de près de 15 % en 1984) a mis fin à ce mouvement de compensation et notre compétitivité globale sur les marchés extérieurs s'est détériorée à partir du début de l'année 1985.

Les prix des échanges de produits manufacturés		Variations CVS %				
		1984	1985			
	MA	85.1	85.2	85.3	85.4	MA
Prix des exportations FAB .....	10,2	1,2	1,1	0,2	-2,0	4,4
Prix des importations CAF .....	10,0	0,2	1,1	-0,3	-0,6	4,0
Termes de l'échange manufacturé .....	0,3	1,0	0,1	0,5	-1,3	0,4

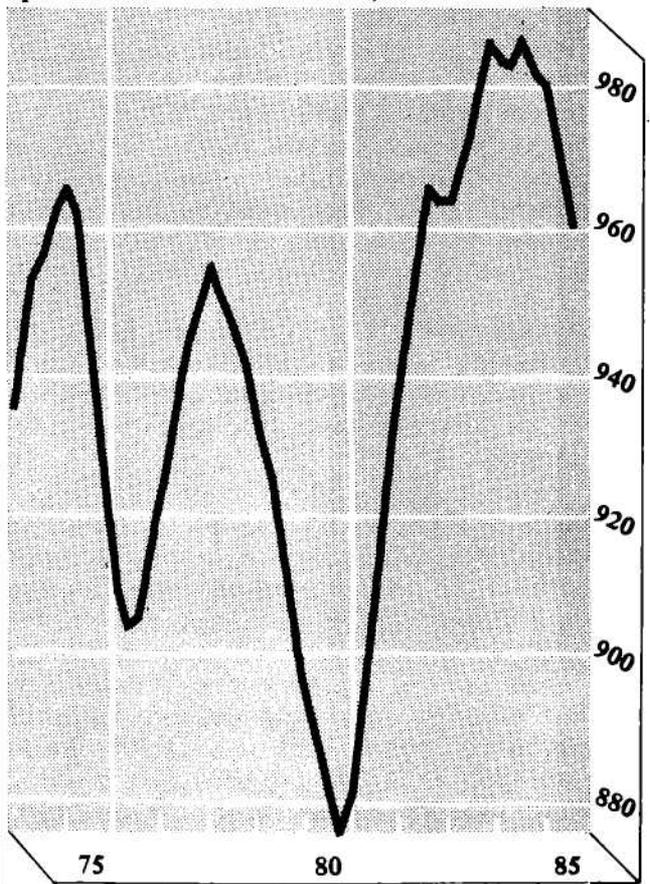
La compétitivité interne s'est moins dégradée. L'indicateur retenu (rapport du prix des importations sur les prix de production) s'est même amélioré dans le secteur des biens de consommation ; en revanche, notre compétitivité s'est légèrement réduite pour les autres biens manufacturés.

Cette dégradation de notre compétitivité dont les effets, on le verra, se sont fait sentir sur nos échanges, semble avoir été perçue très nettement par les exportateurs français. Les chefs d'entreprises interrogés à l'enquête semestrielle de l'INSEE sur la concurrence étrangère et les exportations déclarent ressentir en effet une concurrence accrue, en particulier sur les marchés extérieurs.

Notre compétitivité vis à vis de la RFA (indicateur lissé sur six trimestres)



Notre compétitivité vis à vis de nos concurrents étrangers (indicateur lissé sur six trimestres, après élimination de sa tendance)



## Evolutions des prix des exportations de produits manufacturés chez nos principaux concurrents

MA %

	1983/1982	1984/1983	1985/1984
Etats-Unis .....	-2 14 *	4 19 *	2 5 *
Japon .....	-7 13 *	0 15 *	0 2 *
RFA .....	1 11 *	3 8 *	5 4 *
Royaume-Uni .....	9 10 *	7 8 *	3 2 *
Italie .....	6 9 *	11 10 *	9 3 *

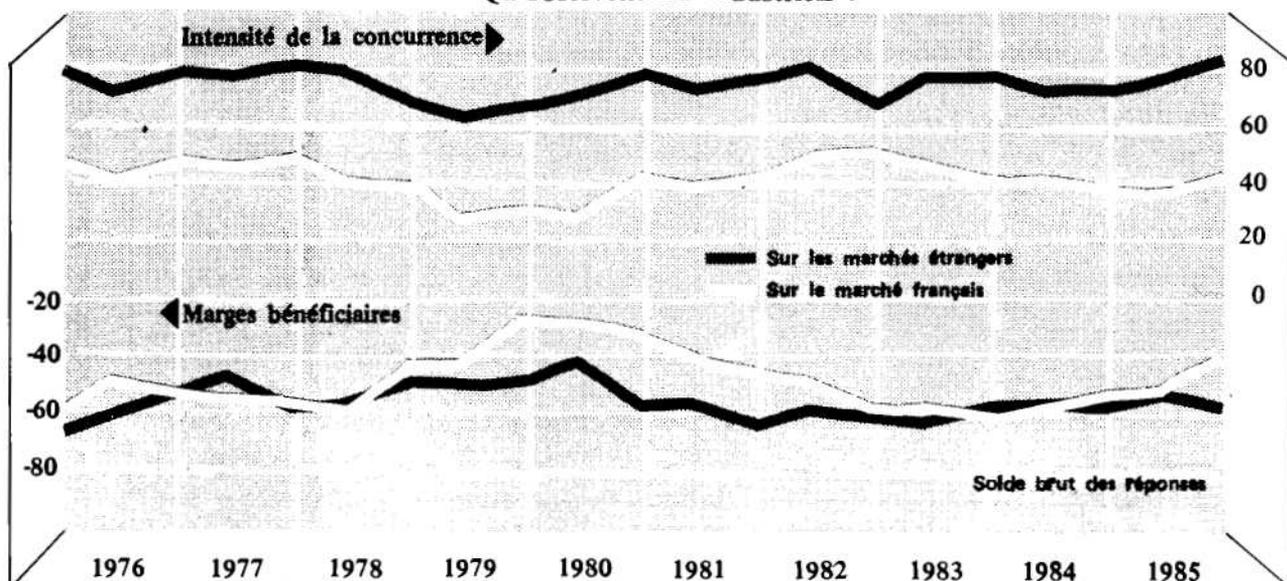
Source : OCDE

\* Corrigé du taux de change F/dévises du pays

Sensible au niveau agrégé, (l'indicateur a atteint en décembre 1985 son niveau le plus élevé depuis que l'enquête existe) cette intensification de la concurrence apparaît particulièrement forte dans les secteurs des biens intermédiaires et des biens de consommation.

Ce durcissement de la concurrence étrangère n'est pas récent. En mai 1985, les réponses à l'enquête faisaient déjà état de difficultés accrues sur les marchés extérieurs. Mais la réaction des industriels a, semble-t-il, tardé. Espérant peut-être profiter d'un réajustement monétaire en cours d'année, qui aurait résolu pour un temps les problèmes de compétitivité, les exportateurs ont continué à augmenter leurs marges à l'exportation jusqu'à l'été, comme en témoigne l'enquête déjà citée (voir graphique) ; ce n'est qu'en fin d'année qu'ils ont réduit leurs prix à l'exportation, et comprimé leurs marges sur les marchés extérieurs. L'ampleur de cette réaction semble bien indiquer que les pertes de parts de marché liées à ce manque de compétitivité en matière de prix ont dû être non négligeables.

### Qu'observent les industriels ?



## 2. Les échanges en volume de produits manufacturés

L'année 1985 a été marquée par des évolutions peu favorables du volume de nos exportations et de nos importations de produits manufacturés. Les premières ont augmenté de 1,8 % seulement, et sont donc en forte décélération par rapport à la période 1983-1984. A l'inverse, les importations ont connu une flambée (près de 6 % en 1985 contre - 0,7 % en 1983 et 3,0 % en 1984) malgré la croissance modérée de la demande interne (2,5 %). Ces résultats aboutissent à une forte dégradation de notre taux de couverture en volume, qui perd près de 4 points sur l'année, revenant à son niveau de 1983.

### a) Les exportations

Dès le début de l'année 1985, il était clair que l'évolution très favorable de nos exportations de 1984 ne se répéterait pas. La forte reprise de la demande mondiale adressée à la France en 1984 (+ 8,3 %) ne s'est pas prolongée en 1985. L'estimation de celle-ci a été révisée en baisse tout au long de l'année et n'est plus que de 3,5 %. Pourtant ce ralentissement de la demande mondiale n'explique qu'en partie la faiblesse de nos ventes à l'étranger.

En termes de parts de marché en effet, les pertes enregistrées l'an passé (- 1,7 %) ont plus que doublé par rapport à celles de 1984 (- 0,7 %). Elles se sont élevées à 1,2 % sur le marché européen, à 2,4 % sur la zone monde hors OCDE, tandis que nos gains de parts de marché sur la zone OCDE hors CEE très forts en 1984 (+ 3,4 %) se sont ralentis en 1985 (+ 0,8 %).

Au delà du manque de vigueur de la demande mondiale, d'autres facteurs ont donc contribué à faire de 1985 une année très moyenne pour nos ventes à l'étranger.

Le premier d'entre eux est la faiblesse de nos ventes d'aéronautique et d'armement, en baisse de 14 % par rapport à 1984.

Or ce poste qui représente 10 % de nos exportations de produits manufacturés, est soumis à de fortes fluctuations qu'on ne peut relier aux déterminants habituels tels que compétitivité ou décalage conjoncturel. D'ores et déjà, les statistiques sur les grands contrats permettent d'anticiper une remontée des ventes qui ne se produira cependant qu'en 1987-1988.

Les échanges de produits manufacturés en volume							Variations CVS %
	1984	1985					MA
	MA	85.1	85.2	85.3	85.4		
Exportations .....	7,6	0,3	-0,1	0,9	-0,9	1,8	
Demande mondiale (1) .....	8,4	1,7	-2,6	0,0	2,3	3,5	
Parts de marché .....	-0,7	-1,4	2,5	0,9	-3,3	-1,7	
Importations .....	3,0	0,2	-0,1	7,5	-2,7	5,9	
Demande intérieure .....	0,1	-0,7	1,8	3,1	-0,2	2,5	
Taux de pénétration (niveau) (2) .....	29,7	30,7	30,1	31,4	30,6	30,7	
Taux de couverture (niveau) .....	97,0	96,0	95,9	90,1	91,7	93,4	

Source : Comptes Nationaux Trimestriels - Conjoncture Générale  
 (1) Source : Direction de la Prévision  
 (2) Importations/(total des ressources-exportations)

Evolution des échanges en volume de produits manufacturés par postes				%
	Importations		Exportations	
	1984	1985	1984	1985
Biens intermédiaires .....	5,6	6,2	8,6	2,8
Biens d'équipement professionnel .....	2,6	6,8	7,5	-0,2
<i>dont :</i>				
- mécanique .....	1,7	9,1	-1,9	-1,6
- produits électriques et électroniques .....	5,3	8,0	8,1	11,2
- armement, chantiers navals, aéronautique .....	-13,1	-11,5	19,6	-14,1
Automobile et matériel de transport .....	- 3,8	7,4	4,8	3,3
Biens de consommation .....	0,9	2,5	7,0	2,9
Biens d'équipement des ménages .....	8,9	6,8	17,4	7,5
<b>Total</b> .....	<b>3,0</b>	<b>5,9</b>	<b>7,6</b>	<b>1,8</b>
<i>Total hors biens d'équipement professionnel</i> .....	<i>3,3</i>	<i>5,3</i>	<i>7,7</i>	<i>3,0</i>
<i>Total hors armement, chantiers navals, aéronautiq.</i>	<i>3,6</i>	<i>6,4</i>	<i>6,3</i>	<i>3,7</i>

Source : INSEE - Comptes Trimestriels

Si l'on calcule un volume d'exportations hors cette branche, on obtient une croissance de 3,7 % plus en relation avec celle de la demande mondiale (3,5 %). Il est malheureusement impossible d'estimer celle-ci hors aéronautique-armement, mais on peut penser qu'elle n'en serait pas profondément modifiée.

Cependant, une inquiétude subsiste quand on effectue la comparaison de nos exportations, même ainsi redressées, non avec la demande mondiale, mais avec les exportations de nos principaux concurrents.

A l'exception de l'Italie en effet, dont les exportations de produits manufacturés auraient évolué en 1985 à un rythme peu soutenu (2 % en volume), les grands pays industrialisés ont connu une croissance de leurs exportations plus rapide que la notre. Les autres grands pays européens (RFA, Royaume-Uni) réalisent des performances remarquables, puisque le volume de leurs ventes aurait augmenté de 9 % environ au cours de l'année 1985.

L'orientation géographique de nos échanges a certes joué de façon défavorable l'an passé. Ainsi, la baisse des importations des pays en développement et de l'OPEP s'est fait sentir plus fortement en France qu'en Allemagne, car la part de ces deux zones dans les exportations totales de celle-ci est plus faible que pour nous, (en 1984 l'OPEP représentait 10 % des exportations de la France<sup>1/</sup> et 5,7 % seulement des exportations allemandes, les parts de la zone Reste du Monde, qui englobe les pays du Tiers-Monde étaient respectivement de 15 % pour la France et de 11 % pour la RFA).

Concernant l'OPEP cependant, cet argument n'est pas dissociable de celui relatif à l'évolution de nos exportations de biens d'équipement, 50 % de nos exportations vers l'OPEP étant constituées de ce type de produits.

1/ A la suite de la forte diminution de nos ventes vers l'OPEP, cette part n'est plus que de 8 % environ en 1985.

Evolution des exportations de produits manufacturés en volume chez nos concurrents			MA %
	1983	1984	1985
Etats-Unis .....	-2,7	5,8	3,5
Japon .....	8,3	15,9	4,2
RFA .....	0,4	9,7	8,8
Royaume-Uni .....	-1,9	9,4	9,8
Italie .....	7,2	6	2,2

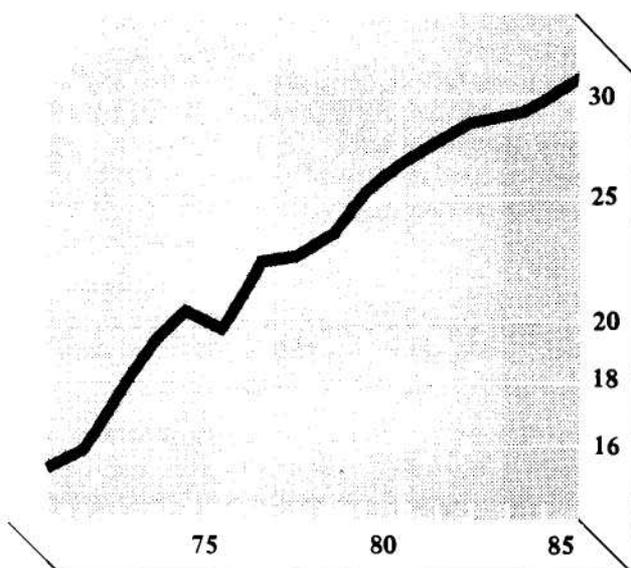
Source : OCDE

Reste que l'orientation géographique de nos échanges ne rend pas compte de la mauvaise tenue de nos exportations vers les marchés traditionnels (CEE, OCDE), qui contraste, elle aussi, avec les résultats de nos partenaires : ainsi, les exportations de la RFA vers la CEE en particulier seraient en 1985 en augmentation de 7 % (contre 4,7 % pour les nôtres). La compétitivité dégradée sur les marchés extérieurs (que nous avons étudiée plus haut), et l'intensification de la concurrence étrangère qui a suivi le ralentissement du commerce mondial, sont donc des arguments à retenir pour expliquer la faible croissance de nos exportations en 1985. S'ajoute peut être à ceux-ci, la saturation des capacités de production dans certains secteurs (voir infra).

#### b) Les importations

Si nos mauvais résultats à l'exportation peuvent s'expliquer par les aléas du commerce d'aéronautique-armement ainsi que par la lente dégradation de notre compétitivité depuis 1983, la croissance des importations (5,9 %) et, en conséquence, celle du taux de pénétration (+ 1 point) sont plus préoccupantes.

L'analyse par poste, indique toutefois que la montée de nos importations n'a pas été homogène. Nos importations de biens de consommation n'ont que modérément augmenté : 2,5 %, rythme voisin de celui de la consommation des ménages. En revanche, celles de biens intermédiaires (+ 6,2 %), de biens d'équipement professionnel (+ 6,8 %), d'automobiles et de matériel de transport (+ 7,4 %) se sont accrues de façon très vive, et a priori sans rapport avec la hausse de la demande intérieure de ces produits.



**Taux de pénétration de produits manufacturés en volume**  
 Importations/(total des ressources—exportations)

Cette simple énumération indique bien que si l'on met à part le secteur de l'automobile, où les achats de voitures étrangères par les ménages ont repris après deux années de ralentissement, il s'agit essentiellement de biens destinés aux entreprises. Comme, de plus, la poussée des importations se produit au second semestre quand le dollar baisse et que des anticipations de réajustement monétaire peuvent se faire jour, et que d'autre part elle se traduit par un très fort stockage<sup>1/</sup>, il s'agit probablement de "termaillage réel". Ce phénomène a déjà été observé récemment (printemps 1982, hiver 1983) ; son ampleur et sa durée en 1985 peuvent s'expliquer par l'importance des mouvements de parité avec le dollar (ou du réajustement attendu). Une part non négligeable de la croissance des importations pourrait lui être attribuée.

Mais il faut invoquer aussi les pertes de compétitivité (voir supra) et peut être aussi la saturation des capacités dans certains secteurs tels que la construction mécanique, la fonderie-travail des métaux ou la chimie de base (voir chapitre sur la production).

### 3. Les échanges énergétiques

La facture énergétique s'est allégée d'environ 6 milliards en 1985 par rapport à 1984 (- 3,5 %).

Cette amélioration moyenne résulte :

- d'une baisse d'environ 2 % des volumes importés imputables au déstockage de produits pétroliers, la consommation globale de produits énergétiques importés (pétrole, gaz, charbon) étant stable.

- de la baisse du baril de brut offert sur le marché international : - 5 % en \$ (les prix en \$ du gaz importé n'ont pratiquement pas fléchi, ceux du charbon ont augmenté de 5 %).

En revanche, le cours du dollar n'agit pas favorablement sur l'année dans son ensemble puisqu'il augmente légèrement en moyenne annuelle (2,8 %). Il explique cependant pour une bonne part la réduction de la facture énergétique observée aux deuxième et troisième trimestres ; celle-ci reflète également la baisse du prix du baril ainsi que la réduction de la consommation après la vague de froid du premier trimestre. La consommation reprend cependant en fin d'année avec le froid de novembre et les importations pétrolières se redressent un peu. Il n'en reste pas moins que la facture énergétique mensuelle passe de 16,5 milliards de francs au premier semestre à 13,6 milliards au second, soit une réduction de 17 %.

### 4. Les échanges agro-alimentaires

L'excédent commercial (CAF-FAB) sur les échanges agro-alimentaires dépasse 31 milliards de francs, augmentant pour la seconde année consécutive de 20 %. Ce bon résultat est la conséquence de deux campagnes successives où les rendements des productions céréalières et oléagineuses ont été très élevés (voir chapitre sur la production). L'excédent de produits agricoles bruts atteint ainsi 22 milliards de francs contre 14 en 1984.

---

1/ Il y a aussi bien sûr dans ce stockage l'effet de l'amélioration des perspectives des industriels.

En revanche, l'excédent imputable aux produits des IAA stagne (9 milliards de francs) malgré la progression des exportations de boissons et alcools et la réduction du déficit du poste oléagineux.

Le profil infra-annuel des échanges agro-alimentaires est assez heurté en 1985 : l'excellent quatrième trimestre s'explique en particulier par les livraisons de blé français aux autres pays de la CEE, destinées à compenser la médiocre qualité de la production chez nos partenaires.

Les termes de l'échange ont cessé de se dégrader de la mi-1984 au printemps 1985 et se sont même améliorés au second semestre avec le repli du dollar. En moyenne annuelle, ceci aboutit à un maintien de leur niveau en 1985.

## 5. Le solde commercial et la balance des paiements

L'allègement de la facture pétrolière (6 Milliards de francs) et l'amélioration de notre solde agro-alimentaire (6 Milliards également) sont compensés par le recul de notre excédent en produits manufacturés (13 Milliards) (voir tableau). Notre solde commercial est donc stable (en CAF-FAB) (- 24 Milliards).

En revanche, le solde des services s'améliore de 10 Milliards de francs, passant de 25 Milliards à 35 Milliards. La balance des paiements courants est au total excédentaire d'environ 3 Milliards de francs, alors qu'en 1984, elle était encore déficitaire (- 6,6 Milliards de francs).

Le solde global des échanges de marchandises								
Milliards de F/mois CVS								
	1982	1983	1984	1985				Total annuel
				85.1	85.2	85.3	85.4	
Agro-alimentaire .....	15	22	25,6	2,5	2,3	1,9	3,7	31,2
Energie .....	-178	-168	-187,3	-17,2	-16	-13	-14,3	-181,5
Produits manufacturés .....	31	60	103,0	8,4	8,9	5,8	6,8	89,9
Ensemble CAF-FAB (y.c. écart de CVS) .....	-130	- 86	- 58,8	- 6,7	- 4,2	- 5,2	- 4,0	- 60,3
Ensemble FAB-FAB (y.c. écart de CVS) .....	- 93	- 49	- 24,3	- 3,6	- 1,2	- 2,1	- 1	- 24,2

Source : Douanes-INSEE

## Les échanges franco-allemands : un équilibre instable ?

Après une forte dégradation sur la période 1979-1982 (+ 376 %), le déficit de la France vis-à-vis de son principal partenaire est stabilisé depuis 1983, à un niveau (- 28 milliards) en retrait comparé à sa valeur de 1982. Cette évolution s'est confirmée en 1985.

Le résultat de 1985 a toutefois été acquis grâce à la bonne tenue de nos échanges agro-alimentaires, qui a compensé la légère détérioration du solde manufacturier par rapport à son niveau de 1984 (- 44 milliards en 1985 contre - 39 milliards en 1984 et 1983).

La RFA reste cependant le partenaire commercial avec lequel nous enregistrons le plus fort déficit : le solde de nos échanges avec elle est équivalent à celui de nos échanges avec l'ensemble de l'OPEP.

A un niveau désagrégé, notre commerce avec la RFA est caractérisé par un excédent notable pour les **produits agricoles**, et **agro-alimentaires**, qui contraste avec les déficits enregistrés sur les différents produits de l'industrie manufacturière. Ceux-ci représentent l'essentiel de nos échanges avec l'Allemagne : 86 % à l'exportation, contre 90 % à l'importation. A l'exportation, les biens intermédiaires viennent en tête (43 % des échanges de produits manufacturés) suivis des biens d'équipement professionnels (25 %) et des biens de consommation (16 %). La structure de nos importations diffère légèrement et confirme une certaine spécialisation de la RFA dans les biens d'équipement professionnel (29 %) et dans l'automobile : 17 % à l'importation contre 12 % à l'exportation.

La stabilité de notre solde commercial avec l'Allemagne depuis 1983 peut sembler a priori étonnante, au vu de la dégradation de notre compétitivité. Les deux phénomènes sont pourtant compatibles. L'effritement de la compétitivité française a en effet été causé par une hausse de nos prix à l'exportation, plus rapide que celle des prix des produits importés. Les gains de termes de l'échange qui en ont résulté ont eu un impact positif sur le solde commercial. Cette situation reste néanmoins fragile. A terme la détérioration du taux de couverture en volume, qui suit avec un certain retard les pertes de compétitivité, et une stabilisation des termes de l'échange (voire une dégradation en cas de réévaluation du Deutschemark) pourraient concourir à déséquilibrer davantage notre solde commercial avec la RFA.

### Décomposition par produits du solde franco-allemand

CAF-FAB milliards de francs courants

	Total (1)	Produits agricoles et IAA	Biens manufacturés	Equipement professionnel	Biens intermédiaires	Biens de consommation	Automobile et matériel de transport
1980 ....	-17	+ 6	-23	-10	- 6	+ 1	- 4
1981 ....	-23	+ 8	-31	-13	- 7	+ 0,3	- 8
1982 ....	-38	+ 9	-47	-20	-10	- 1,6	-12
1983 ....	-27	+12	-39	-16	-10	- 0,5	-11
1984 ....	-28	+11	-39	-16	-10	- 0,2	-11
1985 ....	-28	+14	-44	-16	-12	- 2	-12

(1) Hors énergie

Sources : INSEE - Douanes

